

« En Afrique, la Russie sème des petits cailloux et attend de voir ce que ça donne »

Les sanctions occidentales jouent un rôle important dans le choix de Moscou de se tourner vers l'Afrique. Surtout si cela permet en plus de gêner les Occidentaux.

Propos recueillis par Benoît Vitkine et Cyril Bensimon Publié le 07 décembre 2018 à 12h13 - Mis à jour le 17 décembre 2018 à 08h58

Arnaud Kalika est directeur de la sûreté de Meridiam, une société spécialisée dans le financement et la gestion d'infrastructures publiques. Ancien analyste à la direction du renseignement militaire, il intervient auprès de différents think tanks internationaux sur la Russie et la géostratégie et dirige le séminaire en criminologie dans le monde post-sovétique au CNAM. Il est l'auteur de *L'Empire aliéné. Le système du pouvoir russe* (CNRS Editions, 2008) et du « Brouillard manichéen de la relation franco-russe » (*La Revue des deux mondes*, septembre 2015).



Arnaud Kalika

Peut-on parler d'un retour de la Russie en Afrique ?

La Russie est de retour, mais elle part de très loin. A la chute de l'URSS [en 1990], l'Afrique a disparu de ses priorités stratégiques. Les intérêts russes ont plié bagage ; le complexe militaro-industriel a continué à fonctionner, mais une dizaine d'ambassades et de centres culturels ont fermé, ainsi que des délégations commerciales et des antennes du KGB.

Les grands textes définissant la politique extérieure de la Russie évoquent l'Afrique au minimum, et d'abord dans le cadre de la coopération avec les entités régionales telles que l'Union africaine ou la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Rien n'est dit concernant les relations bilatérales. En termes de priorités, l'Afrique est encore reléguée loin d'autres aires géographiques, comme le Moyen-Orient, l'Europe ou l'Asie. Par ailleurs, elle a

toujours été perçue en Russie selon une vision hégélienne, raciale, avec une « Afrique utile » englobant le Maghreb-Machrek – l’Algérie en premier lieu –, et l’Afrique subsaharienne, encore appelée « Afrique noire ». A partir de 2013-2014, la crise ukrainienne a eu un effet accélérateur, Moscou cherchant des voies alternatives pour exister dans des zones qu’elle avait délaissées.

Avec quelles intentions ?

L’objectif premier est économique. Les Russes n’ont plus rien en Afrique : les échanges avec l’ensemble de l’Afrique subsaharienne tournent aux alentours de 5 milliards de dollars [4,4 milliards d’euros], 18 milliards si l’on ajoute l’Algérie. C’est très faible. La Chine, la Turquie, l’Europe, les Etats-Unis, le Brésil sont loin devant. Les secteurs prioritaires sont minier, pétrolier et nucléaire. Rosatom [l’entreprise publique du nucléaire] a une vraie politique d’implantation, avec le développement de minicentrales. La Russie tente surtout de vendre des contrats-cadres aux pays partenaires, avec des avantages tels que des formations de personnels à Moscou ou la création d’écoles, en échange de positions privilégiées sur les marchés.

Le besoin est réel car, avec les sanctions, commencent à se poser des problèmes de débouchés. L’Afrique est une zone intéressante pour investir, mais aussi pour importer. Cela va des minerais – la Russie ne dispose pas de ressources éternelles – à l’alimentation ou aux terres rares. Cette vision a été présentée par le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de sa tournée africaine au printemps.



Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov (à gauche), avec son homologue du Zimbabwe, Sibusiso Moyo (au centre), lors de discussions portant sur l’économie du pays, à Harare, le 7 mars 2018. JEKESAI NJIKIZANA / AFP

Comment s'y prend la Russie et quel est son message aux Africains ?

Dans le secteur économique, le schéma est similaire à celui qui existe en Russie : l'industrie d'armement joue un rôle moteur grâce aux réseaux commerciaux qui en sont issus. Les représentants des « structures de force » jouent aux attachés commerciaux. Parfois sans succès : en Ethiopie, par exemple, en dépit d'une importante coopération militaire, les Russes n'ont pas eu les gains économiques qu'ils escomptaient.

Cette approche n'est pas dénuée d'intentions politiques. Mikhaïl Bogdanov, le conseiller spécial russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique, parle ainsi beaucoup plus de politique que ses prédécesseurs. Moscou s'adresse aux Africains en utilisant des arguments historiques qui veulent renvoyer les Occidentaux à leur passé d'anciens colonisateurs et qui rappellent le soutien de l'URSS à la décolonisation. Le précédent des « printemps arabes », notamment le cas libyen, sert aussi de mise en garde contre les Occidentaux.

Lors de sa tournée en juin, le directeur du Conseil national de sécurité Nikolai Patrouchev a proposé des ensembles de mesures : un engagement dans la lutte antiterroriste, une protection contre les mouvements subversifs et contre le risque de révolutions de velours. Cela intéresse plusieurs Etats africains. La Russie a aussi tenté de se placer dans le dossier sahélien, avec plusieurs approches en direction de la France, en expliquant qu'elle avait des réseaux parmi les Touaregs.

Enfin, le retour russe a été préparé en amont dans le domaine académique. Depuis quatre ans, ont fleuri des publications sur le terrorisme, l'histoire, la culture, les ethnies africaines, avec des financements des ministères des affaires étrangères et de la défense.

Washington a annoncé une réduction de ses effectifs militaires en Afrique. La Russie pourrait-elle en profiter ?

Les Russes suivent cette évolution. Sachant que tous les programmes américains, y compris d'aide économique, sont en diminution, ils se disent : pourquoi ne pas prendre leur place ? En réalité, Moscou n'en a pas les moyens, mais cela ne l'empêche pas de communiquer à ce sujet. Ses discours de puissance sont impressionnants, mais personne n'en voit la réalité. Ils permettent d'exister sur la scène internationale, quitte à apparaître comme une menace. C'est mieux que d'être déclassé, et cela donne l'impression d'une effervescence permanente, que les Russes sont partout.

Et en Centrafrique ? Le retrait de la France n'a-t-il pas facilité l'implantation de la Russie, lui permettant en outre de gêner une puissance rivale ?

Derrière le narratif russe, il y a toujours une part d'opportunisme consistant à utiliser toutes les ouvertures possibles. Ce fut le cas pour la Syrie, ce pourrait être le cas demain dans les Balkans. En Centrafrique, l'idée n'est pas de prendre la

place des Français. Il s'agit là encore de saisir une opportunité, avec une nuance cependant : la République centrafricaine peut s'avérer très utile aux élites russes proches du pouvoir. On le voit avec la place que prennent dans ce pays les sociétés militaires privées. Celles-ci ont toujours été présentes en Afrique, mais leurs missions et leurs buts ont changé. Sécuriser la présidence, sécuriser des routes, investir dans l'extraction minière... Cela peut être utilisé pour sortir de l'argent de Russie, voire le blanchir. Le contexte des sanctions, en coupant de nombreux circuits traditionnels, joue aussi un rôle. Si cela permet en plus de glisser une peau de banane sous le pied des Occidentaux, de pénétrer leur pré carré en les renvoyant à leur passé colonial, c'est toujours bon à prendre. Mais la question première reste celle des débouchés qui se sont taris.

En mars, M. Lavrov effectuait une tournée en Angola, en Namibie, au Zimbabwe, au Mozambique et en Ethiopie – des pays qui avaient des liens forts avec l'URSS. Cette proximité idéologique joue-t-elle encore un rôle ?

Je ne crois pas. La Russie s'y sent bien positionnée, grâce à une présence ancienne de son industrie d'armement. Il s'agit surtout de relancer les échanges dans des pays où elle a cumulé les échecs économiques. Du côté africain, l'aspect idéologique ne joue pas non plus un grand rôle. Leur vision est d'abord pragmatique, et les propositions russes peuvent faire monter les enchères avec les autres partenaires.

Partout où c'est possible, les Russes tentent de déposer des petits cailloux, en attendant de voir ce que cela donne. Pareil en Afrique de l'Ouest, où Moscou part de très loin. La plupart du temps, il n'y a pas de construction de long terme. C'est une différence fondamentale avec la méthode chinoise.



Vladimir Poutine rencontre le président angolais Joao Lourenço, en marge du 10e sommet des BRICS, le 26 juillet, à Johannesburg (Afrique du Sud).
ALEXEY NIKOLSKY / AFP

Le véritable rival de la Russie n'est-il pas justement la Chine ?

Les Chinois sont loin devant. Leurs échanges avec l'Afrique représentent 200 milliards de dollars. La Russie a beaucoup étudié l'action chinoise depuis la fin des années 1980. On le voit dans la production académique, où de nombreux articles décrivent les méthodes chinoises d'approche des marchés africains. Moscou a aussi créé une plate-forme d'investissement calquée sur celle de Pékin, mais avec une différence, sur le thème : « Nous faisons travailler les Africains, contrairement aux Chinois qui envoient leur main-d'œuvre. » Mais les échelles et les moyens mis en œuvre ne sont pas comparables. Les Chinois ont des liquidités, des possibilités de lever de la dette – pas les Russes.

Quels sont les acteurs de la pénétration russe ?

Le complexe militaro-industriel et la diplomatie. Les services secrets sont toujours présents, en soutien ou pour des missions spécifiques, à commencer par le GRU, le renseignement militaire. Le FSB [*sécurité intérieure*], lui, est là pour assurer les intérêts privés des élites russes. Sont aussi présents des acteurs para-étatiques : les sociétés de sécurité privées, qui assurent la sécurité et le transfert des flux financiers. On y trouve un homme comme Evguéni Prigojine [*homme d'affaires qui détient le quasi-monopole dans les marchés d'approvisionnements de l'armée et réputé être derrière la société de sécurité Wagner*]. Son influence en Afrique n'est pas exagérée, notamment en Centrafrique et au Soudan, sans qu'on puisse évaluer s'il agit de sa propre initiative ou sur ordre. Il est très lié au ministère de la défense, mais on ne sait pas exactement ce qu'il fait. C'est sur lui qu'enquêtaient les trois journalistes russes tués en Centrafrique fin juillet.

Qu'en est-il des médias russes et, plus généralement, du « soft power » ?

C'est un axe fondamental. Les Russes ont énormément investi pour que la chaîne Russia Today soit diffusée en Afrique, dans ses versions anglophone et francophone. Itar Tass, Interfax ou Sputnik sont aussi bien implantés. Quant à Prigojine, il contrôle les trolls de l'Internet. Tout cela crée des outils importants pour investir l'infosphère et soutenir le discours russe. Sur Sputnik, la France est une cible privilégiée.

Benoît Vitkine et Cyril Bensimon